

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 04/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/06/2023

Contexte et constats

Publié sur 

HYDRAPRO SAS

Lieu dit de Pazac - Route de Meynes
30210 Lédénon

Références :
Code AIOT : 0006602641

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2023 dans l'établissement HYDRAPRO SAS implanté lieu dit de Pazac Route de Meynes 30210 Lédénon. Le principe de l'inspection a été annoncé le 24/01/2023. Il s'agit d'une inspection inopinée. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'est déroulée dans le cadre d'une action régionale visant à tester le POI d'exploitants seveso, par la réalisation d'un exercice inopiné, en heures ouvrées ou hors heures ouvrées. Un courrier a été adressé préalablement à l'ensemble des établissements Seveso de la région (seuil haut uniquement en 2023) en date du 24/01/2023 pour les informer de cette action régionale et en préciser les limites. Cette information a été également communiquée aux SDIS et aux SIDPC, avec un relai vers les forces de l'ordre, leur demandant à tous de ne pas intervenir dans ces exercices dédiés uniquement au contrôle de la mise en application du plan d'opération interne (POI) par les exploitants.

Dans le cas présent, l'exercice inopiné s'est déroulé le soir, hors heures ouvrées. A l'arrivée des inspecteurs sur site, le site est fermé, sans activité ni personne présent sur site. L'exploitant n'a été informé ni de la date, ni du scénario de cet exercice.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HYDRAPRO SAS
- lieu dit de Pazac Route de Meynes 30210 Lédénon
- Code AIOT : 0006602641
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société HYDRAPRO (groupe B2F) exploite un site industriel de fabrication, conditionnement et stockage des produits chlorés pour le traitement de l'eau, principalement pour le marché des piscines et spa. Le site occupe une superficie de près de 6 hectares. Il est situé au lieu-dit Pazac, route de Meynes, sur la commune de Lédénon, à une quinzaine de kilomètres au nord est de Nîmes, à environ 3km au sud du centre de Lédénon et 3 km à l'ouest du centre de Meynes, dans un milieu agricole.

Les habitations les plus proches des limites du site se situent à près de 20 mètres au sud (accueillant des chambres d'hôtes), à 500mètres à l'est au lieu dit « les Mugues » et à 500m au sud-ouest au niveau de l'exploitation maraîchère.

L'activité du site consiste à réceptionner des substances chlorées en poudre, les mélanger, les presser pour former des pastilles ou galets ou encore de les ensacher directement sous forme pulvérulente. Le process de fabrication se fait à température ambiante et aucune réaction chimique n'est mise en œuvre. Le site conditionne également en seaux ou bidons des produits détergents et d'entretien sous forme de poudres.

L'exploitant dispose sur son site de 3 mélangeurs pour la fabrication de produits solides (poudre), de 3 lignes de conditionnement et pressage sous forme de pastilles (pastilleuse) et de 2 lignes de conditionnement semi-automatique de produits solides (poudre) en sceau.

L'établissement emploie environ 47 agents permanents ainsi que des personnels intérimaires (jusqu'à 40 saisonniers en période de pointe d'activité).

Le site est soumis à autorisation sous la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et relève du statut seveso seuil haut.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Exercice POI inopiné en heures non ouvrées

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Obligation de Plan d'Opération Interne (POI)	Autre du 16/07/2013, article L.515-41	/	Lettre de suite préfectorale
2	Formation du personnel sur situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Lettre de suite préfectorale

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	SGS et gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article I > 5.	/	Lettre de suite préfectorale
4	Contenu POI : responsable alerte	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	/	Lettre de suite préfectorale
6	Contenu POI : information autorité PPI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	/	Lettre de suite préfectorale
8	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Lettre de suite préfectorale
9	Etat des stocks détaillé	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Lettre de suite préfectorale
10	Plan d'opération interne	Autre du 01/03/2021	/	Lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Contenu POI : liaison avec autorité PPI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection inopinée "exercice POI inopiné en heures non ouvrées" a pour objectif de tester l'organisation du déclenchement de l'alerte POI et de l'accessibilité au site lorsqu'il est fermé et sans aucune activité.

Par convention d'exercice, il a été convenu dès le début de l'exercice avec l'exploitant de la non mise en œuvre des moyens techniques sur site (extinction d'un incendie, coupure des utilités, confinement des eaux...) et du non déplacement du SDIS.

L'inspection relève que le POI a été globalement correctement mis en application. Le contenu du POI, au regard du scénario, est apparu adapté. L'exploitant a été réactif dès le déclenchement du scénario et le schéma d'alerte a été mis en œuvre dans des délais compatibles avec les prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation. Le DOI et la fonction exploitation ont montré

une bonne connaissance du site et de leurs missions. L'inspection souligne également la mobilisation du bureau d'étude en charge de la mesure de la toxicité des fumées qui a précisé qu'il pourrait être présent en 4 heures sur le site pour effectuer les premiers prélèvements.

Toutefois cet exercice a montré des écarts au regard des prescriptions des arrêtés ministériels applicables et des dispositions figurant dans le plan d'opération interne (POI) établi par l'exploitant. Il s'agit en particulier de la non mise à disposition des autorités et du SDIS de l'état des stocks et du plan de stockage dans des délais raisonnables ou encore de la non disponibilité de l'astreinte technique, seule personne présente sur site, devant assurer un nombre d'actions paraissant non compatibles avec le temps qui lui est laissé. Les constats sont explicités dans les fiches ci-après et sont détaillés dans la main courante jointe en annexe confidentielle au présent rapport. En termes d'exploitation du retour d'expérience, il est attendu de l'exploitant la mise en place d'un plan d'actions en conséquence afin de permettre le suivi des points soulevés lors de cet exercice.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Obligation de Plan d'Opération Interne (POI)

Référence réglementaire : Autre du 16/07/2013, article L.515-41
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore un plan d'opération interne en vue de : 1° Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ; 2° Mettre en oeuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs.
Constats : L'exploitant dispose d'un plan d'opération interne disponible sur site. Le POI disponible au jour de la visite est la version H. Cette version ne correspond pas à la dernière version adressée à l'inspection - version G de mars 2021. La dernière version mise à jour doit être transmise à l'inspection dans les meilleurs délais.
Type de suites proposées : lettre préfectorale
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Formation du personnel sur situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.
Constats : L'exploitant a présenté le planning d'astreinte technique sur la période des mois de juin et juillet 2023. La personne d'astreinte technique s'étant déplacée HHO lors de l'exercice correspond bien à celle figurant sur cette liste. L'astreinte cadre a, quant à elle, été jointe via le numéro de portable d'astreinte cadre. Conformément au POI, dès le déclenchement de ce dernier : - l'astreinte cadre a pris le rôle de "directeur des opérations internes (DOI)" et l'astreinte technique de "fonction exploitation". L'astreinte cadre est restée à distance (basée près de Rennes) et a communiqué par téléphone. L'ensemble des actions lui incombant ont été programmées lors de l'exercice. Le sujet sur la disponibilité de l'état des stocks fait l'objet d'un constat spécifique à part. Il est relevé que la préfecture n'a pas été contactée mais elle aurait été jointe en situation réelle par activation de la télé-alerte (non joué par convention d'exercice). - l'astreinte technique présente sur site a pu justifier de la bonne connaissance des actions lui incombant mais leur mise en œuvre n'a pas été évidente au vu des nombreuses sollicitations simultanées arrivant sur la seule personne présente sur site. Lors de cet exercice, cette difficulté n'apparaît pas mettre en avant un manque de formation car l'astreinte technique a justifié d'une bonne connaissance du site mais plutôt d'un manque de moyens humains présents sur site hors horaires ouvrables afin de pouvoir déployer en temps réel l'ensemble des actions prévues dans le POI. Le sujet relatif à l'action sur la vanne de confinement fait l'objet d'un constat spécifique à part. Le détail des remarques sur ce constat figure dans la main courante jointe en annexe confidentielle au présent rapport. Une analyse de l'exploitant sur l'ensemble des points soulevés est attendue.
Type de suites proposées : lettre préfectorale
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : SGS et gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article I > 5.
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
<p>Constats : À 21h10, les inspectrices se sont présentées dans le cadre d'une visite inopinée au portail hors heures ouvrées. Le site était fermé, il n'y avait aucune activité et personne sur site. Pour simuler une détection automatique, le télésurveilleur a été appelé par l'inspection mais personne n'a répondu à l'appel, au bout de 3 min l'inspection a raccroché. L'exploitant analysera le sujet de la disponibilité du télésurveilleur. Il apparaît des premiers échanges à chaud menés avec l'exploitant que le POI indique uniquement le contact du télésurveilleur en heures ouvrables.</p> <p>A 21h18, le cadre d'astreinte a été appelé par l'inspection. Le premier appel a sonné occupé, après un 2e appel dans la foulée le cadre d'astreinte a pu être joint. L'exercice, dont le scénario n'était pas connu de l'exploitant, a été déclenché à 21h20. Le contexte et les limites de l'exercice (notamment absence de mise en œuvre de la sirène POI, absence d'engagement réel des moyens d'intervention, absence de venue réelle des secours extérieurs, rappel de la mention « exercice, exercice, exercice » à mentionner lors de toute alerte effectuée vers l'extérieur, etc.) ont été présentées à l'astreinte cadre jointe par téléphone.</p> <p>A 21h28, l'astreinte cadre a confirmé avoir demandé le déplacement sur site de l'astreinte technique et a informé l'inspection du déclenchement du POI. L'astreinte technique est arrivée sur site à 21h42, soit 22min après le signalement de l'évènement à l'astreinte cadre. Seul l'accès principal au site a pu être ouvert à 21h52, soit 32 min après le signalement de l'évènement par l'IIC à l'astreinte cadre. Ce délai dépasse de 2 min le délai réglementaire de 30 min figurant dans l'arrêté préfectoral d'autorisation en vigueur sur le site, mais il est à noter que l'astreinte a tout de même été présente sur site au bout de 22 min ce qui aurait permis tout de même l'ouverture du portail en situation réelle en cas d'arrivée du SDIS.</p> <p>L'inspection relève qu'il n'a été possible d'ouvrir qu'un seul portail alors même que l'arrêté préfectoral d'autorisation en vigueur demande l'ouverture des deux portails d'accès. L'accès du 2e portail n'est pas praticable, son accès n'a pas été libéré à date. Après échanges à chaud avec l'exploitant, ce dernier précise qu'ils se sont engagés dans le cadre de l'autorisation environnementale à libérer l'accès de ce 2e portail lors des travaux prévus à partir de cet été.</p> <p>Le détail des remarques sur ce constat figure dans la main courante jointe en annexe confidentielle au présent rapport. Une analyse de l'exploitant sur l'ensemble des points soulevés est attendue.</p>
Type de suites proposées : lettre préfectorale
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Contenu POI : responsable alerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination
Constats : Les noms et fonctions de l'astreinte cadre assurant le rôle de DOI et de l'astreinte technique assurant le rôle de "fonction coordination" tels que définis dans le POI et le planning d'astreinte transmis par l'exploitant n'appellent pas de remarques de l'inspection. Par contre l'exercice a fait ressortir des difficultés sur la mise en œuvre opérationnelles d'actions prévues dans la POI à savoir : <ul style="list-style-type: none">- une difficulté pour le DOI de joindre le SDIS local de par sa localisation près de Rennes ;- un nombre d'actions prévues HHO trop importantes pour une seule personne présente sur site ;- une difficulté pour la transmission de l'état des stocks au SDIS et à la DREAL sur la durée de l'exercice. Le détail des remarques sur ce constat figure dans la main courante jointe en annexe confidentielle au présent rapport. Une analyse de l'exploitant sur l'ensemble des points soulevés est attendue.
Type de suites proposées : lettre préfectorale
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Contenu POI : liaison avec autorité PPI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention
Constats : L'astreinte cadre, alors directeur des opérations internes a été en charge des liaisons avec la DREAL tel que le prévoit le POI. L'astreinte DREAL n'a pas été appelée, l'exploitant considérant lors de l'exercice échanger directement avec l'inspectrice DREAL du site. La préfecture n'a pas été jointe non plus. Après échange à chaud avec l'exploitant, il a été explicité que par convention d'exercice, la télé alerte n'a pas été activée par l'exploitant : si tel avait été le cas les astreintes Préfecture et DREAL auraient été appelées automatiquement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Contenu POI : information autorité PPI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles
Constats : Le DOI a assuré l'information de la Dreal, par téléphone, 8 minutes après le démarrage de l'exercice. L'astreinte technique a appelé les pompiers via la ligne rouge dès son arrivée sur site. La Préfecture n'a pas été informée conformément au constat détaillé au point précédent, cette information n'a pas non plus été dite simulée auprès des inspectrices.
Type de suites proposées : lettre préfectorale
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'exploitant dispose d'une application permettant de connaître, même à distance, l'état des stocks des matières stockées sur le site, avec leur emplacement. Cependant sur la durée de l'exercice, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir un état des stocks des matières présentes au niveau du bâtiment concerné par l'exercice. Un mail a été transmis 5 minutes après la fin de l'exercice à l'inspectrice du site. Après échange à chaud, l'exploitant s'engage à travailler sur la disponibilité de cet état des stocks sur site et auprès des autorités dans des délais plus courts.
Type de suites proposées : lettre préfectorale
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Etat des stocks détaillé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p>
<p>Constats : L'état des matières stockées accompagné du plan des stockages n'a pas pu être fourni par l'exploitant sur le temps de l'exercice inopiné. L'état des matières stockées transmis par l'exploitant juste après l'exercice permet de connaître la nature et les quantités des produits, matières ou déchets, présents au sein du bâtiment concerné par le scénario (nota - ce bâtiment n'abrite pas de déchet). Pour les matières dangereuses, figurent les mentions de dangers des produits et le classement au titre d'une des rubriques ICPE de la nomenclature des installations classées; pour les produits autres que les matières dangereuses, figure la désignation du produit.</p> <p>Cependant, l'inspection relève que cet état pourrait être rendu plus lisible. Après échange à chaud, l'exploitant s'engage à travailler sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une mise à disposition de cet état des stocks sur site et auprès des autorités dans des délais plus courts ; - une présentation plus lisible de cet état des stocks tant pour l'inspection que pour le SDIS, tout en restant conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 4/10/10 modifié.
Type de suites proposées : lettre préfectorale
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Autre du 01/03/2021
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en oeuvre POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>POI version mars 2021-version G :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Schéma d'alerte - page 8/51 - Message d'alerte type - page 9/51 - Qui/Quoi/ Quand/Ou/ Comment - page 29/51 - Fiche mission DOI p41/51 - fiche mission fonction exploitation p42/51
<p>Constats : L'inspection relève des écarts entre les éléments figurant dans le dernier POI transmis à la DREAL et le déroulé en situation réelle de cet exercice inopiné, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le schéma d'alerte prévoit le déclenchement du POI une fois la levée de doute effectuée. Lors de cet exercice, le DOI a informé la DREAL du déclenchement du POI avant l'arrivée sur site de l'astreinte technique ; - Le POI prévoit un message d'alerte type pour les pompiers et la DREAL. Ce message type n'a pas été utilisé au cours de l'exercice ; - Le POI prévoit que la fonction exploitation vérifie la fermeture de la vanne de confinement via le panneau commande et au niveau du bassin de confinement. La fonction exploitation n'a fait aucune action au niveau du panneau commande. La fermeture de la vanne a été vérifiée par déplacement sur place. Il ressort au moment de l'exercice qu'elle était déjà en position fermée suite à un manque d'air (fuite sur réseau d'air). Après échange à chaud, l'exploitant a confirmé la fuite sur réseau d'air réparée. L'inspection relève également que l'exploitant ne dispose pas de report de la position de la vanne sur le panneau commande ou sur tout autre support à distance. <p>Le détail des remarques sur ce constat figure dans la main courante jointe en annexe confidentielle au présent rapport. Une analyse de l'exploitant sur l'ensemble des points soulevés est attendue.</p>
Type de suites proposées : lettre préfectorale
Proposition de suites : Sans objet